

Une journée pour découvrir le quotidien
des crèches fribourgeoises

FR

ensemble POUR L'AVENIR

creches-ensemble.ch

18.11.
2025

L'essentiel pour comprendre
l'interconnexion entre les
structures d'accueil et le
domaine socio-économique



ense

**En tant que
structures
d'accueil de
l'enfance,
nos missions
sont de**

NOUS

- Garantir la pérennité de la structure et maintenir un budget équilibré.
- Prendre en charge des enfants d'âge pré-scolaire et permettre aux parents de travailler en toute quiétude, sachant leurs enfants accueillis dans un lieu professionnel.
- Favoriser l'intégration et la socialisation des enfants. Prévenir et détecter leurs besoins particuliers.
- Former les Educateurs et Assistants socio-éducatifs du futur et garantir des conditions de travail favorables.

ce qu'il faut savoir



la réalité des chiffres



d'un point de vue financier



des suggestions d'améliorations





En tant que décideurs politiques, votre rôle est de

- Garantir la qualité et la pérennité des structures d'accueil existantes.
- Faciliter la conciliation entre vie professionnelle et vie privée.
- Donner les moyens aux structures d'accueil de répondre aux exigences étatiques et de remplir leurs missions dans des conditions professionnelles.
- Soutenir des lieux de formations de qualité pour les futurs professionnels de l'enfance.

Les crèches ne sont pas seulement des lieux de garde : elles sont des entreprises essentielles au bon fonctionnement économique, permettant aux parents de travailler. Elles jouent également un rôle fondamental dans le système éducatif, en constituant le premier maillon de l'accueil préscolaire avant l'entrée à l'école. Reconnaître leur importance, c'est soutenir à la fois l'économie et l'éducation de demain.

Dans cette brochure, cinq pistes de réflexion vous sont proposées afin de comprendre le système de subventionnement cantonal de la petite enfance et améliorer son fonctionnement.

Gestion d'entreprise

Pour la plupart, malgré un statut associatif, les structures assument seules leur propre gestion. Elles assurent la gestion des ressources humaines, des clients et des fournisseurs, l'étude de marché et la planification stratégique ainsi que l'élaboration et le suivi des budgets tout en respectant les directives exigées par le canton.



Les structures d'accueil de la petite enfance restent encore insuffisamment perçues comme de véritables entreprises, alors qu'elles assument une gestion aussi complexe que bien d'autres secteurs d'activité.



Environ 100 millions de chiffres d'affaires par an au niveau cantonal



Le budget des structures présente un équilibre précaire entre les charges et les produits, le financement reposant uniquement sur les contributions des parents. Les structures ne sont pas subventionnées par l'Etat ni les employeurs, seuls les parents ont la possibilité d'obtenir une subvention.



Inclure les directions en raison de leur expertise du domaine dans les discussions et les décisions politiques.



Les rôles et compétences de ces métiers sont pointus et précieux à l'accompagnement des jeunes enfants.

Scannez ce code QR pour plus d'informations



Les structures d'accueil contribuent à la reprise professionnelle des parents après la naissance d'un enfant. Elles proposent un mode de garde à temps d'ouverture élargie, offrant ainsi la possibilité aux parents d'organiser leur temps de travail de manière adaptée à la demande de l'employeur. En cas de chômage, elles donnent la possibilité aux parents d'obtenir une place d'accueil pour faciliter leur réinsertion professionnelle.



Il est nécessaire de considérer les structures d'accueil et de garantir la pérennité de leur fonctionnement, en soutenant et en valorisant leur rôle essentiel dans l'économie cantonale. Pour exemple, lors la crise du COVID-19, les structures ont permis à de nombreux professionnels de poursuivre leur activité, remplissant ainsi une mission essentielle pour la société.



Maintenir et améliorer la subvention Etat/employeur aux parents pour garantir l'égalité des chances et envisager une part directe aux structures.



Le calcul de l'étude Boutat à la base du subventionnement Etat/employeur, date de 2008, sur une référence de statistique de 5 crèches alors qu'actuellement le canton en compte 80.

Scannez ce code QR pour plus d'informations



Écart entre les missions et la législation

3

EQUILIBRE

Bien que les structures d'accueil soient soumises à des directives étatiques, elles ne bénéficient pas du statut de service public. Cette situation met en lumière une contradiction : d'un côté, les exigences législatives sont similaires à celles des services étatiques, ce qui témoigne de leur importance en tant que premier maillon au sein du système éducatif et social ; de l'autre, cette absence de reconnaissance prive les structures de certains droits et soutiens, entraînant des répercussions sur la valorisation du secteur et leur stabilité financière.



Un décalage existe dû au manque d'évolution de la législation par rapport à la mutation des besoins de la société. Même si la première mission d'une crèche reste la « garde » des enfants pendant que leurs parents travaillent, l'accompagnement réel des enfants effectué dans les structures va bien au-delà.



Donner les moyens et intégrer dans les Directives sur les structures d'accueil préscolaire du temps hors présence de l'enfant. Ce temps, dédié à la réflexion, à l'analyse et à la préparation, permet aux professionnels de l'enfance de réaliser des observations ciblées sur chaque enfant. Elles constituent un apport pour la future scolarité de l'enfant, car elles permettent une détection précoce et facilitent la compréhension de ses besoins spécifiques. Cela permet d'éviter à la collectivité des frais supplémentaires liés à des suivis spécialisés dans le cadre de la scolarité.



Le décalage de certaines Directives actuelles avec les besoins du terrain est notoire.

Scannez ce code QR pour plus d'informations



Les structures d'accueil sont des entreprises formatrices et génèrent des emplois sur le marché du travail. Elles offrent au personnel en formation un cadre d'apprentissage, où elles peuvent développer les compétences pratiques et professionnelles indispensables à l'accompagnement des enfants.



Valoriser les professions de l'enfance, et former du personnel qualifié permet d'atténuer la pénurie dans le secteur. Actuellement, les Directives exigent un minimum de 50% de personnel formé. L'autre partie est constituée de personnel auxiliaire et en formation.



Environ, actuellement dans le canton de Fribourg :

- 80 crèches
- 1500 employés
- 400 personnes en formation
- 100 collaborateurs masculins



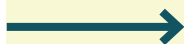
- Réévaluer les classes salariales des professions de l'enfance pour garantir l'attractivité et améliorer la parité homme-femme dans le domaine. (Comparativement ASSC/11 ASE/10 et EDE/14 MSP/16)
- Revaloriser le rôle des formateurs en entreprise pour encourager la transmission de savoir.
- Augmenter le soutien financier à la formation continue

● ● ● Sans soutien financier de l'état, aucune amélioration salariale n'est possible car nous devons présenter des budgets équilibrés et le chiffre d'affaires dépend strictement du prix de revient qui lui, ne peut augmenter chaque année.

Scannez ce code QR pour plus d'informations



Le financement des structures d'accueil extrafamilial : enjeux et perspectives



L'article 9 de la Loi sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE) précise que l'État soutient financièrement les structures d'accueil favorisant la conciliation entre vie professionnelle et familiale.

Toutefois, il est important de souligner que ce soutien se concentre principalement sur les parents. Cette orientation soulève la question du financement direct accordé aux structures elles-mêmes.

L'Etat soutient l'ouverture de nouvelles places par des subventions pour la première année, à la suite de laquelle il devient difficile pour les structures d'équilibrer leur budget tout en garantissant les Directives étatiques et la qualité d'accueil.

En soutenant financièrement les structures d'accueil préscolaire, l'État ne se limite pas à répondre aux besoins des familles, mais crée de l'emploi dans notre canton.



Dans cette perspective, il devient impératif de reconnaître la valeur ajoutée que représentent ces structures non seulement pour les familles, mais également pour l'ensemble du tissu socio-économique cantonal. Leur contribution dépasse largement le cadre de la garde d'enfants, puisqu'elles favorisent l'insertion professionnelle, dynamisent le marché du travail local et participent activement à la construction d'un environnement propice au développement durable. En effet, chaque franc investi dans l'accueil des jeunes enfants crée un effet multiplicateur significatif sur l'économie cantonale.

Ce soutien doit permettre d'instaurer des conditions de travail attractives et adaptées aux évolutions constantes de la société. L'objectif est de garantir la pérennité et la qualité des places d'accueil, tout en répondant aux besoins des familles et en assurant une véritable équité entre les différentes régions du canton.

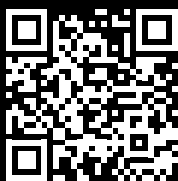
Ainsi, il convient d'engager une réflexion commune afin d'optimiser les modalités de financement et d'assurer à ces acteurs-clés les moyens nécessaires pour continuer à remplir pleinement leur mission au service de la collectivité.

Chers invités,

Ce 18 novembre, vous a offert l'opportunité de plonger au cœur du quotidien des crèches de notre canton en explorant les défis, les contraintes et l'organisation qui façonnent la vie de nos structures.

En vous immergeant directement sur le terrain, vous avez eu l'occasion de voir de vos propres yeux l'importance de ces espaces, ainsi que les compétences-métiers nécessaires à un accompagnement professionnel des enfants et de leurs familles. Pour répondre aux améliorations proposées et prendre des décisions éclairées, il est essentiel que les pouvoirs publics et les milieux économiques prennent conscience de l'importance des structures d'accueil et mettent en place un financement direct qui garantit leur fonctionnement.

Nous espérons que votre visite vous a permis de renforcer votre perspective sur un sujet crucial pour notre société.



Votre avis nous intéresse

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir répondre au questionnaire de satisfaction accessible par code QR.

creches-ensemble.ch

| AFDRIPE 077 269 98 79
| contact@creches-ensemble.ch

| FCGF 078 862 08 28
| contact@creches-ensemble.ch



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Direction de la santé et des affaires sociales DSAS
Direktion für Gesundheit und Soziales GSD

Liebe Gäste,

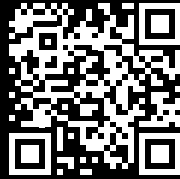
Der heutige 18. November hat Ihnen die Möglichkeit geboten, einen Einblick in den Alltag der Kinderkrippen unseres Kantons zu gewinnen und die Herausforderungen, Rahmenbedingungen und Strukturen kennenzulernen, die das tägliche Leben dieser Einrichtungen prägen.

Beim direkten Eintauchen in die Praxis konnten Sie selbst erleben, wie wichtig diese Orte für Kinder und Familien sind und welches Fachwissen und Engagement es braucht, um eine qualitativ hochwertige Betreuung zu gewährleisten. Um auf die vorgeschlagenen Verbesserungen reagieren und fundierte Entscheidungen treffen zu können, ist es unerlässlich, dass sich die Behörden und Wirtschaftskreise der Bedeutung von Betreuungseinrichtungen bewusst werden und eine direkte Finanzierung einrichten, die deren Betrieb gewährleistet.

Wir hoffen, dass dieser Besuch Ihre Sicht auf dieses zentrale gesellschaftliche Thema erweitert und gestärkt hat.

**Ihre Meinung ist
uns wichtig!**

Wir wären Ihnen dankbar, wenn Sie den
Zufriedenheitsfragebogen ausfüllen würden,
der über den QR-Code zugänglich ist.



creches-ensemble.ch

AFDRPE 077 269 98 79

contact@creches-ensemble.ch

FCGF 078 862 08 28

contact@creches-ensemble.ch



ÉTAT DE FRIBOURG
STAAT FRIBURG

Direction de la santé et des affaires sociales DSAS
Direktion für Gesundheit und Soziales GSD

Es ist entscheidend, den Mehrwert der Betreuungsstrukturen anzuerkennen – sie sind nicht nur eine Unterstützung für Familien, sondern auch ein wesentlicher Bestandteil des kantonalen Wirtschafts- und Sozialgefüges.

Ihr Einfluss reicht weit über die Kinderbetreuung hinaus: Sie erleichtern die berufliche Integration, stärken den Arbeitsmarkt und tragen aktiv zu einer nachhaltigen gesellschaftlichen Entwicklung bei.

Jeder in die frühkindliche Betreuung investierte Franken erzeugt dabei einen spürbaren Multiplikationseffekt für die kantonale Wirtschaft.

Eine verstärkte Unterstützung soll ermöglichen, dass die Arbeitsbedingungen in diesem Bereich attraktiv und zukunftsorientiert bleiben. Ziel ist, die Qualität und Beständigkeit der Betreuungsplätze zu sichern, die Bedürfnisse der Familien abzudecken und eine gerechte Verteilung im ganzen Kanton zu fördern.

Dazu braucht es einen offenen Austausch, um die Finanzierungsmodelle zu verbessern und diesen Schlüsselakteur:innen die nötigen Mittel zu geben, damit sie ihre wichtige gesellschaftliche Aufgabe weiterhin erfüllen können.



FINANZIERUNG

Die Finanzierung der ausserfamiliären Betreuungsrichtungen: Herausforderungen und Perspektiven

Artikel 9 des Gesetzes über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen (FBG) hält fest, dass der Staat jene Betreuungsstrukturen finanziell unterstützt, die die Vereinbarkeit von Beruf- und Familienleben fördern.

In der Praxis konzentriert sich diese Unterstützung jedoch hauptsächlich auf die Eltern. Damit stellt sich die Frage, ob die Strukturen selbst nicht direkter finanziert werden sollten.

Der Staat unterstützt zwar die Eröffnung neuer Betreuungsplätze mit Subventionen im ersten Betriebsjahr, danach wird es für die Einrichtungsgen jedoch schwierig, ihre Budgets auszugleichen, während sie gleichzeitig die kantonalen Richtlinien einhalten und eine hohe Betreuungsqualität gewährleisten müssen.

Eine direkte finanzielle Unterstützung der vorschulischen Betreuungsstrukturen würde nicht nur den Familien zugutekommen, sondern auch Arbeitsplätze schaffen und die Stabilität des gesamten Kantons stärken.

Kinderbetreuungsstrukturen sind wichtige Ausbildungs-
betriebe und schaffen zahlreiche Arbeitsplätze. Sie bieten
Lernenden ein förderndes Umfeld, in dem sie die prakti-
schen und fachlichen Fähigkeiten erwerben können, die
für die Begleitung von Kindern im Alltag wesentlich sind.

Die Wertschätzung dieser Berufe und die Ausbildung quali-
fizierter Fachpersonen tragen dazu bei, den Fachkräftemangel
im Sektor zu mindern.
Gemäss den aktuellen Richtlinien muss mindestens die Hälfte
des Personals über eine anerkannte Ausbildung verfügen.
Die andere Hälfte besteht aus Hilfskräften und Lernenden.



Im Kanton Freiburg gibt es derzeit ungefähr :
• 80 Kinderkrippen
• 1500 Mitarbeitende
• 400 Auszubildende
• 100 männliche Mitarbeiter



- Eine Neubewertung der Lohnklassen im Bereich der früh-
en Kindheit, um die Berufe attraktiver zu machen und die
Gleichstellung von Frauen und Männern zu fördern. (Zum
Vergleich : FaGe/11, FaBe/10 und Erzieher : in/14, Sozialpä-
dagog : in/16)
- Die Rolle der Berufsbildner:innen in Betrieben aufwerten,
um die Weitergabe von Wissen zu fördern. - Die finanzielle
Unterstützung für die berufliche Weiterbildung erhöhen.

Ohne finanzielle Unterstützung durch den Staat sind keine Lohnverbes-
serungen möglich, da wir ausgleichende Budgets vorlegen müssen und
der Umsatz strikt vom Selbstkostenpreis abhängt – ein Preis, der nicht
jedes Jahr erhöht werden kann.

Scannen Sie diesen QR-Code für weitere Informationen



Diskrepanz zwischen Auftrag und Gesetzgebung

GLEICHGEWICHT



Kinderbetreuungsstrukturen unterliegen zwar den kantonalen Richtlinien, besitzen jedoch keinen offiziellen Status als öffentlicher Dienst. Daraus entsteht ein Widerspruch: Einerseits gelten für sie ähnliche gesetzliche Anforderungen wie für staatliche Einrichtungen, was ihre wichtige Rolle im Bildungs- und Sozialsystem bestätigt. Andererseits führt das Fehlen einer formellen Anerkennung dazu, dass sie nicht in gleichem Mass von Rechten und Unterstützungen profitieren können – mit Folgen für die gesellschaftliche Wertschätzung und die finanzielle Stabilität des gesamten Sektors.

Eine Diskrepanz besteht, weil sich die Gesetzgebung nicht im gleichen Tempo wie die gesellschaftlichen Bedürfnisse weiterentwickelt hat. Auch wenn die Hauptaufgabe einer Kinderkrippe weiterhin in der Betreuung der Kinder während der Arbeitszeit der Eltern liegt, geht die tatsächliche Begleitung und Förderung der Kinder in den Einrichtungen weit darüber hinaus.



Es ist wichtig, in den Richtlinien für vorschulische Betreuungsstrukturen Zeiten ausserhalb der Kinderanwesenheit vorzusehen und entsprechend zu unterstützen. Diese Zeit dient der Reflexion, Beobachtung und Vorbereitung und ermöglicht den Fachpersonen, gezielte Einschätzungen für jedes Kind vorzunehmen. Solche Beobachtungen tragen wesentlich zur späteren Schullaufbahn bei, da sie eine frühzeitige Erkennung von spezifischen Bedürfnissen erleichtern und so die individuelle Förderung unterstützen. Dadurch können für die Gemeinschaft langfristig Kosten reduziert werden, die sonst durch spezialisierte schulische Massnahmen entstehen würden.

Die Diskrepanz zwischen gewissen aktuellen Richtlinien und den tatsächlichen Bedürfnissen der Praxis ist offensichtlich.

Scannen Sie diesen QR-Code für weitere Informationen



Unterstützung der Wirtschaft und des Unternehmertums

WIRTSCHAFT

Betreuungsstrukturen unterstützen Eltern bei der Rückkehr ins Berufsleben nach der Geburt eines Kindes. Dank flexibler und erweiterter Öffnungszeiten können sie ihre Arbeitszeiten besser an die Anforderungen des Arbeitsgebers anpassen. Auch im Falle von Arbeitslosigkeit bieten die Strukturen Unterstützung, indem sie Betreuungssplätze bereitstellen, die die berufliche Reintegration erleichtern.



Die Betreuungsstrukturen müssen als zentrale Akteure anerkannt und in ihrer langfristigen Funktionsfähigkeit unterstützt werden. Ihr Beitrag zur kantonalen Wirtschaft ist wesentlich. Das zeigte sich besonders während der COVID-19-Pandemie, als sie vielen Berufstätigen ermöglichten, ihre Arbeit fortzusetzen und so eine wichtige gesellschaftliche Aufgabe erfüllen



Erhalt und Ausbau der staatlichen und arbeitgeberseitigen Unterstützung, um Chancengleichheit zu gewährleisten und eine direkte Beteiligung der Strukturen zu prüfen.

Die Berechnung der Boutat-Studie, die als Grundlage für die Subventionierung durch Staat und Arbeitgeber dient, stammt aus dem Jahr 2008 und basiert auf einer statistischen Referenz von 5 Kindertagesstätten, während der Kanton derzeit über 80 verfügt.

Scannen Sie diesen QR-Code für weitere Informationen



Obwohl viele Einrichtungen als Vereine organisiert sind, kümmern sie ihre Betriebsführung eigenständig. Sie verwalten sich um Personal, Finanzen, Kund:innen und Lieferant:innen, planen strategisch, analysieren den Markt und verwalten ihre Budgets gemäss den kantonalen Vorgaben.



Die frühkindlichen Betreuungsstrukturen werden noch immer zu wenig als eigentliche Unternehmen wahrgenommen, obwohl ihre Führung ebenso anspruchsvoll ist wie in anderen Wirtschaftsbereichen.



Etwa 100 Millionen Franken Umsatz pro Jahr im ganzen Kanton.



Das Budget der Betreuungsstrukturen befinden sich in einem heiklen Gleichgewicht zwischen Ausgaben und Einnahmen, da ihre Finanzierung ausschliesslich auf den Elternbeiträgen beruht. Die Einrichtungen werden weder vom Staat noch von den Arbeitgebern subventioniert, nur die Eltern haben die Möglichkeit, einen Zuschuss zu erhalten.



Um nachhaltige Lösungen zu entwickeln, sollten die Leitungen mit ihrer Fachkompetenz in politische Diskussionen einbezogen werden.





Als politische Entscheidungsträger ist es Ihre Aufgabe:

- Die Qualität und die Beständigkeit der bestehenden Betreuungsstrukturen zu sichern.
- Beruf und Familie besser miteinander zu vereinbaren.
- Den Betreuungsstrukturen die nötigen Mittel und Rahmenbedingungen geben, um die staatlichen Anforderungen zu erfüllen und ihre Aufgaben professionell auszuführen.
- Ausbildungsorte von hoher Qualität fördern, um die Fachpersonen von morgen im Bereich der Kinderbetreuung optimal vorzubereiten.

Kinderkrippen sind weit mehr als nur Betreuungsorte – sie sind wichtige Pfeiler unserer Wirtschaft, denn sie ermöglichen es Eltern, ihrer Arbeit nachzugehen. Zudem spielen sie eine zentrale Rolle im Bildungssystem, denn sie bilden die erste Stufe der vorschulischen Betreuung vor dem Eintritt in die Schule. Ihre Bedeutung anzuerkennen heisst, sowohl die Wirtschaft als auch die Bildung der Zukunft zu stärken.

Diese Broschüre präsentiert fünf Denkanstösse, um das kantonale Subventionssystem im Bereich der frühkindlichen Betreuung besser zu verstehen und seine Weiterentwicklung zu fördern.

Als Betreuungs- einrichtung für Kinder haben wir folgende Aufgaben

WIR

→ Die Nachhaltigkeit der Institution sichern und ein ausgeglichenes Budget gewährleisten.

→ Unsere Betreuung richtet sich an Kinder im Vorschulalter und unterstützt Eltern dabei, Beruf und Familie in Ruhe zu vereinbaren, in dem Wissen, dass ihre Kinder in guten Händen sind.

→ Die Integration und Sozialisierung der Kinder fördern, ihre besonderen Bedürfnisse frühzeitig erkennen und gezielt darauf eingehen.

→ Die Integration und Sozialisierung der Kinder fördern, ihre besonderen Bedürfnisse frühzeitig erkennen und gezielt darauf eingehen.



Wissenswertes



Die Realität der Zahlen



Aus finanzieller Sicht



Besserungsvorschläge

ZUSAMMENFASSUNG

Grundlagen zum Verständnis
der Wechselwirkungen zwischen
Betriebswirtschaftlichen und
sozioökonomischen Faktoren

18.11.
2025

creches-ensemble.ch

ZÄMIA FÜR D'ZUAKUNFT

Ein Tag, um den Alltag in Freiburger
Kindertagesstätten zu entdecken

DE